

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre
Cinquième cycle de présentation de rapports, législature 2014-2015

Rapport de Burundi à titre de pays Partie touché



July 4, 2014

Sommaire

I. Indicateurs de résultats

- A. Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation
 - Indicateur CONS-0-1
 - Indicateur CONS-0-3
 - Indicateur CONS-0-4
- B. Objectif opérationnel 2 : Cadre politique
 - Indicateur CONS-0-5
 - Indicateur CONS-0-7
- C. Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
 - Indicateur CONS-0-8
 - Indicateur CONS-0-10
- D. Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités
 - Indicateur CONS-0-13
- E. Objectif opérationnel 5 : Financement et transfert de technologies
 - Indicateur CONS-0-14
 - Indicateur CONS-0-16
 - Indicateur CONS-0-18

II. Flux financiers

Annexe financière type

III. Informations complémentaires

IV. Soumission

CONS-O-1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité, et public atteint par les médias abordant la question de la DDTS et des synergies DDTS

Objectif général

Pourcentage de la population informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

30 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

13

2011

2013

2015

2017

2019

Objectif national volontaire

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

%

Année

15

2018

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Activités d'information

Année	Nombre d'activités	Estimation du nombre total de participants
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	10	6000
2013	11	6100
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Produits médias et programmes de radio/télévision concernant ces évènements

Année	Nombre	Estimation du public touché
2012	521	117600
2013	521	117600
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources d'information

Etude d'auditoire au Burundi, rapport du 19 Mai 2014

Bulletin scientifique de l'Institut National pour l'Environnement et la Conservation de la Nature

Radio Television Nationale du Burundi, radio publique africaine, radio renaissance, radio REMA,

Évaluation qualitative

Votre pays dispose-t-il d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS et/ou aux synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité ?

Oui Non

Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (p. ex. concernant la mise en œuvre de la Stratégie globale de communication, les activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, etc.) :

Le Burundi célèbre chaque année la :

- Journée mondiale des zones humides le 2 février,
- Journée Internationale des forêts le 21 mars,
- journée mondiale de la météorologie le 23 mars,
- Journée mondiale de la biodiversité le 22 mai,
- Journée mondiale de l'environnement le 5 juin,
- Journée mondiale de lutte contre la désertification le 17 juin,
- journée internationale de la prévention des catastrophes naturelles le 13 octobre,
- Journée nationale de l'arbre le 14 décembre,

Le Burundi est en cours d'identification des Dryland champions

CONS-O-3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques (IST) participant aux processus liés à la Convention

Objectif général

Une croissance régulière de la participation des OSC et IST aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'OSC et d'IST impliqués dans des programmes/projets liés à la DDTS

Année	Nombre d'organisations de la société civile	Nombre d'institutions scientifiques et technologiques
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	173	5
2013	184	5
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations : nom des CSO et des IST

Données d'archive du Ministère de l'Intérieur

Rapport du Ministère de l'Eau, de l'Environnement, l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

Troisième rapport national sur la convention des nations unies sur la lutte contre la désertification

Rapports d'activités des associations et coopératives oeuvrant dans le secteur de l'environnement

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'OSC et d'IST participant au processus de la Convention au niveau national, par exercice biennal

%

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

«Toutes les couches de la population éduquées, formées, sensibilisées et engagées à mener des actions concrètes pour une meilleure protection de l'environnement pour le bien-être des générations présentes et futures».

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives afin d'augmenter la participation des OSC et des IST aux projets et programmes liés à la DDTS ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour promouvoir la participation des OSC et des IST aux processus liés à la Convention.

- Organisation des ateliers nationaux dédiés à l'environnement et à la lutte contre la dégradation des terres;
 - Implication des OSC dans l'élaboration des politiques, stratégies et plans d'actions en matière d'environnement, la lutte contre la dégradation des terres, les changements climatiques et la biodiversité;
 - Signature des accords de partenariat entre le Ministère en charge de l'Environnement et les OSC

CONS-O-4

Nombre et type d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation

Objectif général

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation

Année	Nombre d'initiatives des OSC	Nombre d'initiatives des IST
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	109	5
2013	119	5
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Sources des informations

Rapport de différentes associations et coopératives oeuvrant dans le secteur minier
http://bi.chm-cbd.net consulté vendredi le 20/6/2014

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place dans le domaine de l'éducation par les OSC et les IST, par exercice biennal

%

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Elaborer, en collaboration avec les services techniques, les ONGs et la Société civile des plans et programmes annuels des activités de gestion des sols ainsi que des plans de leur financement.

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives visant à augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en œuvre par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation.

Pour améliorer la coordination de l'ensemble des activités relatives à la gestion des questions environnementales, le Burundi a choisi la solution de renforcement des capacités humaines et institutionnelles de différents départements sectoriels concernées y compris les associations et les ONG.

CONS-0-5

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant finalisé la formulation/ révision des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux (PAN/PASR/PAR) alignés sur la Stratégie, en prenant en compte les informations biophysiques et socio-économiques, la planification et les politiques nationales, et les cadres d'investissement intégrés

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales qui ont formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie

≥ 80 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays a-t-il adopté un PAN aligné sur la Stratégie ?

Oui Non

Évaluation qualitative

Votre PAN est-il mis en œuvre ?

Oui Non

Veillez répondre aux deux questions suivantes uniquement si votre pays n'a pas aligné le PAN sur la Stratégie

Objectif national volontaire

Quand prévoyez-vous d'aligner votre PAN sur la Stratégie ?

2014-2015



2016-2017



2018-2019



No Plan Yet



Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire (par ex. circonstances nationales affectant le processus d'alignement et de mise en œuvre du PAN).

Il y avait un manque d'une équipe de suivi du processus d'alignement et de mise en œuvre du PAN. Toutefois, cette équipe vient d'être mise sur pied début mars 2014.

Sources des informations

Rapport 2013 Ministère de l'Eau, de l'Environnement, l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

Lettre du ministre en charge de l'environnement désignant les membres de l'équipe de suivi, mars 2014

CONS-O-7

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe, à tous les niveaux

Objectif général

Chaque pays Partie touché a mis en place soit un plan national conjoint, soit un ou des mécanismes fonctionnels pour assurer les synergies entre les trois conventions de Rio

2014

Contribution nationale à l'objectif général

Des initiatives conjointes de planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio ont-elles été mises en œuvre par votre pays au cours de la période considérée ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Existait-il des mécanismes opérationnels qui ont facilité la mise en œuvre conjointe des trois Conventions de Rio au cours de la période de référence ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays a mis en place un tel mécanisme ou initiative

Évaluation qualitative

Si votre pays a mis en place des initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, précisez le type d'initiative(s) conjointe(s):

Évaluation des plans nationaux et identification des écarts de synergies Identification des secteurs et politiques nationaux susceptibles de bénéficier des synergies et de la coopération Révision des politiques nationales visant à renforcer la coopération et les synergies Renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes concernées Autre

Évaluation qualitative

Si votre pays dispose de mécanismes de mise en œuvre conjointe, précisez le type de mécanisme(s)

Réunions périodiques entre les correspondants et les équipes de correspondants des conventions de Rio Un comité national de coordination pour la mise en œuvre des conventions de Rio Coordination au niveau national des synergies en matière d'établissement de rapports au titre des conventions de Rio Autre

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire

Rapports nationaux, régionaux et internationaux dans le cadre de chaque convention de Rio

Rapports du Ministère de l'Eau, de l'Environnement, l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

Sources des informations

CONS-0-8

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant mis en place et appuyé un système national/sous-régional/régional de suivi de la DDTS

Objectif général

Pourcentage des pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant mis en place et soutenu des systèmes de suivi national de la DDTS

≥ 60 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Existe-il dans votre pays un système de suivi entièrement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Veillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place et appuyé des systèmes de suivi nationaux pour la DDTS avant la fin de la période de référence actuelle

Objectif national volontaire

Quand votre pays prévoit-il de mettre en place et d'appuyer un système national de suivi de la DDTS ?

2014-2015



2016-2017



2018-2019



No Plan Yet



Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Sources des informations

Rapports du Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

Évaluation qualitative

Votre pays possède-t-il un système de suivi partiellement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. difficultés majeures rencontrées, manière dont le système est appuyé, etc.) :

Le Burundi n'avait pas des capacités humaines nécessaires pour la mise en place et la gestion d'un système de suivi des activités liées à la DDTS. Des efforts sont en train d'être menés pour mettre en place ces capacités de manière à disposer en 2015 d'un système fonctionnel et compétant. Toutefois, le pays manque énormément des capacités financières et techniques pour le suivi efficace du système de fonctionnement des IST dans le cadre des DDTS, changements climatiques et biodiversité.

Systèmes de partage des connaissances

Dressez la liste de tout système pertinent de partage des connaissances sur la DDTS dans votre pays, en fournissant un lien Internet et une estimation du nombre annuel d'utilisateurs (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

Nom du système :

Internet link:

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

CONS-O-10

Nombre de PAN/PASR/PAR révisés attestant que les facteurs déterminants de la DDTs et leurs interactions sont connus ainsi que l'interaction entre DDTs, changement climatique et biodiversité

Objectif général

Pourcentage de PAN/PASR/PAR révisés qui ont été soumis avec succès à une auto-évaluation qualitative.

≥ 70 %

2018

CONS-0-13

Nombre de pays, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant entrepris de renforcer leurs capacités de lutte contre la DDTS sur la base de l'Auto-évaluation nationale des capacités (AENC) ou d'autres méthodologies et instruments

Objectif général

Pourcentage des pays Parties affectés, des entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui mettent en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS

≥ 90 %

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base de l'AENC ?

Oui Non

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base d'autres méthodologies et instruments visant à évaluer les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ?

Oui Non

Fournissez toutes informations pertinentes relativement à la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en place, ou d'autres informations complémentaires le cas échéant

Projet d'auto-évaluation Nationale des capacités à renforcer dans le cadre de la mise en oeuvre des trois conventions de Rio. En plus, il existait au Burundi un projet de renforcement des capacités pour la gestion durable des terres qui a clôturé en Décembre 2013.

Sources des informations

Rapports du Ministère de l'eau, de l'Environnement, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme

Document de deuxième communication nationale sur les changements climatiques au Burundi

PNUD

Objectif national volontaire

Si, au moment de la présentation du rapport, il n'existe pas de plans, de programmes ou de projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS dans votre pays, quand ce dernier prévoit-il de les mettre en place ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 Pas encore de plan

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il évalué les besoins en matière de renforcement des capacités pour lutter contre la DDTS ?

Oui Non

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance technique et/ou financière afin de renforcer ses capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS ?

Oui Non

Dans l'affirmative, de la part de quelles institutions et quel type d'assistance a-t-il été fourni ?

Financière

Technique

Secrétariat de la CNULCD

Mécanisme mondial

Fonds pour l'environnement mondial

Agences bilatérales

Autres organisations multilatérales

CONS-O-14

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales dont les cadres d'investissement, établis conformément à la stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial (MM), ou conformément à d'autres SFI, sont conçus de manière à avoir un effet de levier sur les ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTS

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui ont développé des cadres d'investissement intégrés (CII)

≥ 50 %

2014

Contribution nationale
à l'objectif général

Votre pays dispose-t-il d'un cadre d'investissement intégré ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. le CII est-il articulé autour du PAN, financement non-traditionnel et innovant ciblé par le CII, aperçu des progrès réalisés dans la mise en place du CII dans votre pays, assistance pour le développement ou la mise en place du CII reçue du MM ou d'autres partenaires de développement, etc.)

Le Burundi met en oeuvre un programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA), ainsi que le plan d'action de l'initiative environnementale du NEPAD.

Sources des
informations

Rapports du Ministère de l'Eau, de l'Environnement, l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

CONS-O-16

Degré d'adéquation, d'à-propos et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays Parties développés pour lutter contre la DDTs

Évaluation de l'aide bilatérale reçue pour la mise en œuvre de la Convention et de sa Stratégie au cours de la période de référence

Adéquation de l'aide bilatérale reçue	Adequate	<input checked="" type="checkbox"/>
	Plutôt adéquate	<input type="checkbox"/>
	Inadéquate	<input type="checkbox"/>
À-propos de l'aide bilatérale reçue	Appropriée	<input checked="" type="checkbox"/>
	Plutôt appropriée	<input type="checkbox"/>
	Inappropriée	<input type="checkbox"/>
Prévisibilité de l'aide bilatérale reçue	Prévisible	<input checked="" type="checkbox"/>
	Plutôt prévisible	<input type="checkbox"/>
	Imprévisible	<input type="checkbox"/>

Fournissez toute information complémentaire (par ex. information complémentaire concernant d'autres aspects que ceux mentionnés ci-dessus qui ont un impact sur la planification adéquate et la mise en œuvre efficace de la Convention dans votre pays, etc.)

L'aide bilatérale reçue est inférieure à la planification adéquate pour la mise en oeuvre efficace de la convention au Burundi

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance pour l'obtention de financements de la part de donateurs bilatéraux ? Oui Non

Dans l'affirmative, de la part de qui ?

PNUD, FEM, BAD, etc

CONS-0-18

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation ayant facilité l'accès aux technologies par les pays Parties touchés

Objectifs généraux

Une croissance régulière des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies par les pays Parties touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Une croissance régulière du nombre d'incitations économiques et politiques communiquées dans des rapports est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif : estimation du montant des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	BIF - Burundi Franc	2000000000
2013	BIF - Burundi Franc	1000000000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Votre pays a-t-il mis en place des mesures d'incitation économiques et politiques pour faciliter l'accès aux technologies ?

Oui Non

Sources des informations

Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rapport, 2013

Objectifs nationaux volontaires

Pourcentage d'augmentation des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies pour une année déterminée

%

Année

--	--

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Le Burundi a mis en oeuvre un programme national de reboisement.

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. un bref aperçu des aspects spécifiques et de la nature du transfert de technologies dans votre pays, des aspects nécessitant un transfert de technologies accru, etc.)

Construction d'un site web dédié à la DDTS, renforcement des capacités sur les techniques de lutte contre la dégradation des terres et des changements climatiques

Identification

Code d'identification Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

P-BI-AA0-014

Désignation de l'activité financée Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

Projet d'aménagement des bassins versants et d'amélioration de la résilience climatique au Burundi (PABVARC)

Données de référence

Pays, sous-région et région bénéficiaires Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

Catégorie	Emplacement
Country	Burundi

Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

Cofinancement

Source	Monnaie	Montant
Facilité en faveur des Etats fragiles (FEF)	EUR - Euro	7100000
Fond pour l'Environnement Mondial (FEM)	EUR - Euro	3160000

Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- Don
- Prêt (commercial)
- Prêt (concessionnel)
- Ouverture de crédit
- Échange de créances/allègement de la dette
- Financement commun
- Appui sectoriel
- Fonds souverain
- Paiements pour Services Environnementaux (PSE)
- Financement axé sur les résultats
- Prise de participation
- Capital-risque
- Transferts de fonds
- Produits dérivés
- Placements mixtes
- Investissements à impact
- Microcrédit
- Obligations
- Assurance
- Hypothèques/garanties
- Garanties de marché
- Autre

Classification

Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

- | | | | | |
|--------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| CNULCD | | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> |
| CCNUCC | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |
| CDB | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |

Code d'activité
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

Recherche Campagnes d'information Plaidoyer/Intégration Comptabilisation du capital naturel Suivi de la dégradation des terres Présentation de rapports

Activités habilitantes

Renforcement des capacités Gouvernance et institutions Politiques, stratégies and réglementations Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres Incitations et mécanismes de marché Mobilisation des ressources Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

Adaptation au changement climatique Préservation des ressources naturelles Amélioration de la résilience des écosystèmes Gestion durable des terres et des ressources naturelles Production durable Consommation durable

Restauration et récupération

Boisement/reforestation pour la fixation du carbone Réhabilitation des écosystèmes Reconstruction/réhabilitation des infrastructures Restauration/récupération des terres Mesures d'urgence Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours Objectifs stratégiques
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation Objectif opérationnel 2 : cadre politique Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

Problèmes liés à la procédure de rapport

Ressources financières

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de ressources financières pour respecter les obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Veillez fournir une estimation du montant investi sur le budget national de votre pays au cours du présent processus de rapports de la CNULCD

Année	Monnaie	Montant
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	BIF - Burundi Franc	5000000
2013	BIF - Burundi Franc	15000000
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Ressources humaines

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes de votre pays impliquées dans le processus de rapports de la CNULCD, et du nombre total de mois consacrés par ces personnes à ce processus

Année	Nombre de personnes	Nombre de mois
2008		
2009		
2010		
2011		
2012	0	0
2013	17	2
2014		
2015		
2016		
2017		
2018		

Connaissances

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de connaissances techniques et scientifiques pour satisfaire aux obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Coordination

La coordination à l'échelle nationale avec les ministères d'exécution compétents a-t-elle été satisfaisante pour présenter des rapports de manière complète et cohérente ? Oui Non

Participation et consultation

Une approche participative ou consultative a-t-elle été mise en place pour impliquer toutes les parties prenantes à la procédure de rapport ? Oui Non

Validation

Une réunion de validation a-t-elle été organisée dans le cadre de la procédure de rapport ? Oui Non

Processus sous-régionaux et régionaux

Votre pays a-t-il coopéré avec les entités chargées de la préparation des rapports sur le programme d'action sous-régional et régional ? Oui Non

Adaptation des demandes spécifiques des décisions de la Conférence des Parties

Rapport sur certaines demandes spécifiques à la COP : processus itératif relatif aux indicateurs

Ne cochez les cases que si vous avez rencontré des problèmes lors de la présentation de rapports sur un ou plusieurs indicateurs de performance. En le faisant, cochez la case du ou des critère(s) e-SMART correspondant au problème rencontré.

	Économique	Spécifique	Mesurable	Réalisable	Pertinent	Limité dans le temps
CONS-0-1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-16	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
CONS-0-18	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Autres problèmes nationaux

Votre pays est-il confronté à tout autre problème spécifique à porter à l'attention de la Conférence des Parties ? Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez préciser à laquelle des catégories générales suivantes il appartient

- Cadre politique, législatif et/ou institutionnel
- Renforcement des capacités et sensibilisation
- Suivi et évaluation/recherche de la désertification/dégradation des terres et sécheresse et de la gestion durable des terres
- Mobilisation du financement/des ressources
- Gestion des connaissances et soutien décisionnel
- Participation, collaboration et réseautage
- Procédure de présentation de rapports et d'examen
- Autre

S'il vous plaît décrire ci-dessous:

Le Burundi manque de moyens financiers et techniques pour la mise en oeuvre des recommandations de la conférence des Parties.

Submission form

Nom de l'agent chargé du rapport	Alphonse NIYONGABO
Date de soumission	04/07/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	niyongalpo@gmail.com
Nom de l'ordonnateur	Alphonse NIYONGABO
Date d'autorisation	04/07/2014
S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation	niyongalpo@gmail.com